

**ACCORD GENERAL SUR LE
COMMERCE DES SERVICES**

RESTRICTED
S/NGBT/W/3/Add.15
19 octobre 1994

(94-2124)

**Groupe de négociation sur les
télécommunications de base**

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE
ET DE SES ETATS MEMBRES

Réponse au questionnaire sur les télécommunications de base

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de négociation sur les télécommunications de base à la demande de la Communauté européenne et de ses Etats membres.

PARTIE I

Définitions et structure du marché

Définitions

1. Que considère-t-on comme des télécommunications de base dans votre régime réglementaire? Comment celles-ci sont-elles définies? Comment votre régime réglementaire définit-il ce qui n'est pas considéré comme des télécommunications de base?

Il n'existe pas de définition formelle des services "de base" dans la Communauté européenne et cette expression n'est utilisée qu'à titre indicatif. La Communauté s'est efforcée d'éviter une discussion stérile sur la distinction entre les services "de base" et les services "à valeur ajoutée" en ne définissant que les services (appelés parfois "services réservés" dans nos réponses) qui peuvent continuer de faire l'objet de droits spéciaux et exclusifs dans les Etats membres, à savoir le service de téléphonie vocale publique. Celui-ci est défini comme étant "l'exploitation commerciale pour le public du transport direct et de la commutation de la voix en temps réel au départ et à destination des points de terminaison du réseau public commuté, permettant à tout utilisateur d'utiliser l'équipement connecté à un tel point de terminaison pour communiquer avec un autre point de terminaison".¹ Il est à noter que d'autres services, tels que la télégraphie, le télex, la radiotéléphonie mobile, la radiorecherche de personnes et les services par satellite, ainsi que les infrastructures, ne sont pas couverts au niveau communautaire, quoique certains puissent faire l'objet d'une législation dans un avenir proche (par exemple, certains services mobiles et services par satellite).

Toutefois, aux fins des négociations en cours, la Communauté considère que les services "de base" comprennent, en plus de la téléphonie vocale - telle qu'elle est définie ci-dessus -, les services de commutation de données par paquets ou par circuits, les services mobiles, les services de radiorecherche de personnes et les services par satellite ainsi que les services de téléphonie vocale non offerts au public.

2. Votre régime réglementaire établit-il une distinction entre les réseaux (installations) et les services dans la définition des télécommunications de base? Dans l'affirmative, comment cette distinction est-elle établie?

L'action au niveau de la Communauté européenne a été centrée sur la libéralisation des services de télécommunication mais, jusqu'à présent, le sujet de la concurrence en matière d'infrastructure n'a pas été traité. Il existe des différences entre les régimes réglementaires des divers Etats membres.

Les réseaux et services ont cependant été définis² au niveau communautaire afin de clarifier le champ des obligations résultant de l'ouverture des marchés de services de télécommunication à la concurrence.

¹Directive de la Commission relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunication, 90/388/CEE, Journal officiel n° L 192/10 du 24 juillet 1990.

²Directive de la Commission référencée dans la réponse à la question 1.

L'expression "réseau public de télécommunication" désigne l'infrastructure publique de télécommunication qui permet le transport de signaux entre des points de terminaison définis, par fils, par faisceaux hertziens, par moyens optiques ou par d'autres moyens électromagnétiques.

L'expression "services de télécommunication" désigne les services qui consistent, en tout ou en partie, en la transmission et l'acheminement de signaux sur le réseau public de télécommunication par des procédés de télécommunication, à l'exception de la radiodiffusion et de la télévision.

Il faudrait tenir compte de ces définitions fondamentales pour évaluer si des types particuliers d'offres concernent en fait des services ou des infrastructures, par exemple des fonctions de réseau intelligent.

3. Existe-t-il des réseaux ou services qui seraient considérés comme des télécommunications de base d'après la définition de l'AGCS et qui ne le seraient pas d'après la définition utilisée dans votre pays? Dans l'affirmative, indiquez lesquels.

Voir la réponse à la question 1.

Structure du marché

4. Donnez la liste de tous les sous-secteurs ou catégories de télécommunication qui sont réservés à un (des) fournisseur(s) monopolistique(s) ou exclusif(s).

Tous les services ont été ouverts à la concurrence dans la Communauté européenne, à l'exception du service de téléphonie vocale, de télégraphie, du télex ainsi que des services mobiles, de la radiorecherche de personnes et des services par satellite. Se reporter à la question 1 pour plus de détails.

Un calendrier précis a été arrêté au niveau de la Communauté en juillet 1993³, qui prévoyait la libéralisation totale des services de télécommunication pour le 1er janvier 1998, sous réserve d'éventuels arrangements transitoires qui permettraient à certains Etats membres ayant des réseaux moins développés de procéder aux ajustements de structure nécessaires. Ce calendrier prévoyait également la publication d'un Livre Vert sur l'infrastructure pour la fin de 1994, qui devait traiter de la libéralisation de l'infrastructure dans la Communauté; le Conseil a récemment recommandé que la première partie de ce Livre Vert soit publiée avant le 1er novembre 1994.⁴ Le calendrier n'empêche pas les Etats membres de procéder à une libéralisation plus rapide, comme le montre le tableau ci-après, qui donne des détails supplémentaires sur la situation actuelle dans les Etats membres.

³Résolution du Conseil 93/C213/01 du 22 juillet 1993.

⁴Conseil conjoint industrie/télécommunication, 28 septembre 1994: conclusions du Conseil sur le plan d'action de la société de l'information, COM(94)347 final.

Pays	
Belgique	Les communications mobiles seront ouvertes à un deuxième opérateur au plus tard en 1994.
Allemagne	Les communications mobiles, les communications par satellite et les applications de réseaux d'entreprise sont ouvertes à la concurrence.
Danemark	<p>Le service de téléphonie vocale publique doit être libéralisé avant la fin de 1994. Toutefois un service national de téléphonie vocale publique restera couvert par la concession détenue par Tele Danmark A/S, assortie de certains droits et obligations. Par exemple, Tele Danmark A/S continuera d'être l'unique opérateur danois auquel est accordé un code de pays dans le plan de numérotage international et le seul à avoir le statut de fournisseur de service téléphonique international.</p> <p>Les réseaux et services GSM ainsi que les réseaux et services ERMES sont ouverts à la concurrence.</p> <p>Les réseaux et services par satellite SNG et les services par satellite à petite échelle assurés en réception uniquement sont ouverts à la concurrence. L'ensemble du secteur des services par satellite devrait être libéralisé avant la fin de 1994. Les services Pointel à la norme DECT doivent être libéralisés avant la fin de 1994.</p>
Espagne	Les services mobiles (réseau GSM, radiorecherche de personnes et jonction avec le réseau public) sont ouverts à la concurrence.
France	La concurrence existe pour les réseaux et services de téléphonie vocale mobile, la radiorecherche de personnes et les services par satellite.
Grèce	Les services de téléphonie mobile sont fournis par deux sociétés privées.
Italie	Un deuxième opérateur entrera en fonction, pour les communications mobiles, d'ici à la fin de 1994.
Irlande	Un appel d'offres sera lancé prochainement pour la fourniture d'un deuxième service mobile GSM et la possibilité d'accorder une troisième licence sera examinée à la lumière de ce qu'aura donné l'ouverture du marché à la concurrence.
Pays-Bas	Les services mobiles sont ouverts à la concurrence et il existe un régime de licences. En outre, les services par satellite seront bientôt libéralisés.
Portugal	Sont ouverts à la concurrence les services de télécommunication de la catégorie des services complémentaires (fixes et mobiles) dont l'exploitation suppose l'utilisation d'infrastructures de télécommunication complémentaires, c'est-à-dire d'infrastructures de télécommunication publiques ne faisant pas partie du réseau de télécommunications de base.

Pays	
Royaume-Uni	Il n'y a plus aucun domaine d'activité des télécommunications qui soit réservé à un opérateur unique. Dans le Livre blanc intitulé "Concurrence et choix: Politique en matière de télécommunication pour les années 90", présenté en 1991, le gouvernement s'est engagé à considérer objectivement toute demande de licence faite en vue d'offrir des services de télécommunication dans le pays, conformément à la politique définie dans ce document. S'agissant des nouveaux opérateurs internationaux, il était conclu qu'il devait être mis fin au duopole dans ce domaine mais qu'il serait prématuré, compte tenu de la persistance des restrictions à la concurrence sur le marché international, d'inviter les intéressés à présenter des demandes de licences. La position du gouvernement à ce sujet n'a pas changé.

5. Votre régime désigne-t-il un fournisseur monopolistique/exclusif ou un nombre limité de ces fournisseurs pour fournir des télécommunications de base à l'échelon national, sur une base géographique, ou pour des segments donnés du marché? Comment ce ou ces fournisseurs sont-ils constitués (par exemple, ministères ou organismes publics, sociétés entièrement contrôlées par l'Etat, sociétés en partie contrôlées par l'Etat, sociétés privées)?

et

6. Des étrangers peuvent-ils participer au capital de ces fournisseurs ou les détenir? Dans l'affirmative, quelle est la part en pourcentage maximale autorisée et quel est le niveau actuel des participations étrangères identifiables?

Les Etats membres⁵ sont tenus de retirer tous les droits spéciaux ou exclusifs accordés pour la fourniture de services de télécommunication autres que le service de téléphonie vocale publique. Tous ont séparé les fonctions de réglementation et les fonctions d'exploitation conformément à la législation communautaire. Ils peuvent, s'ils le souhaitent, maintenir des droits spéciaux et exclusifs pour le service de téléphonie vocale publique. Ces droits sont accordés à des organismes de télécommunication, qui peuvent être des sociétés privées ou publiques ou des entités publiques.

Le télex, la télégraphie, les services mobiles, la radiorecherche de personnes et les services par satellite ne sont pas couverts par cette législation, pas plus que l'infrastructure de télécommunication. En l'absence de législation communautaire, ce sont les principes généraux de la loi communautaire sur la concurrence qui s'appliquent, lesquels peuvent limiter la capacité des Etats membres de maintenir un monopole pour la fourniture de certains services.

La répartition du capital et la forme des organismes de télécommunication varient d'un Etat membre à l'autre, comme on le verra d'après dans le tableau suivant:

⁵Directive de la Commission 90/388/CEE référencée dans la réponse à la question 1.

Pays	Désignation du fournisseur monopolistique/exclusif et statut de l'organisme de télécommunication	Répartition du capital	Restrictions à la participation étrangère
Belgique	Conformément à la Loi du 21 mars 1991, Belgacom a le monopole exclusif de la fourniture du service de téléphonie vocale publique dans l'ensemble du pays. Statut: Appartient à l'Etat.	La loi belge n'interdit pas aux étrangers de participer au capital ou d'être propriétaires, mais il existe une limite générale: la participation des "autorités publiques" au capital de Belgacom doit toujours être de 50 pour cent au moins. En outre, les actions détenues par les autorités publiques doivent assurer plus de 75 pour cent des droits de vote et des mandats. Par exemple, Belgacom Mobile, filiale de Belgacom spécialisée dans la téléphonie mobile, est détenue à 25 pour cent par Air Touch Belgium.	Le projet de Décret royal pour la deuxième licence de téléphonie mobile limite les participations extracommunautaires à 25 pour cent des actions.
Allemagne	Deutsche Bundespost Telekom est un organisme de droit public.	DBP Telekom perdra son statut d'organisme public le 1er janvier 1995, date à laquelle il deviendra une société par actions détenue à 100 pour cent par l'Etat. Des actions seront vendues au public en 1996.	Il n'y aura pas de restriction à la participation étrangère dans les sociétés allemandes de télécommunication.
Danemark	Pour les services de télécommunication couverts par un droit exclusif (voir la réponse à la question 4), ce droit exclusif a été accordé à Tele Danmark A/S en vertu du Décret-Loi n° 167 du 10 mars 1994. Statut: Appartient à 51 pour cent à l'Etat.	Tele Danmark A/S est une société fermée détenue à 51 pour cent par l'Etat et à 49 pour cent par des investisseurs privés.	La législation danoise ne contient pas de restriction à la participation étrangère au capital.
Espagne	Telefonica a un droit exclusif pour le service de téléphonie vocale publique dans l'ensemble du pays. Statut: Société anonyme.	Telefonica appartient pour 33 pour cent à l'Etat.	La loi limite la participation étrangère à 25 pour cent. Cette limite peut être relevée après examen par les autorités.

Pays	Désignation du fournisseur monopolistique/exclusif et statut de l'organisme de télécommunication	Répartition du capital	Restrictions à la participation étrangère
France	Le service de téléphonie vocale publique entre points fixes est fourni par France Telecom, entreprise publique autonome.	Aucune participation privée nationale ou étrangère au capital de France Telecom n'est possible, car France Telecom n'a actuellement pas de capital.	
Grèce	Tous les services de télécommunication "réservés", à l'exception de la téléphonie mobile, sont fournis exclusivement par la Hellenic Telecom Organisation (OTE). Le statut de l'OTE est à l'étude.	Appartient actuellement à l'Etat.	Aucune participation étrangère au capital de l'OTE n'est actuellement permise. Ce régime est à l'examen en vue d'une éventuelle modification.
Italie	Telecom Italia est une société fermée qui a le monopole exclusif du service de téléphonie vocale publique. Omnitel-Pronto Italia est une société fermée. Ente Post ne fournit que des services nationaux de télex et de télégraphie.	Telecom Italia est une société anonyme cotée en bourse. L'Etat y a une participation majoritaire (62 pour cent) par l'entremise du holding STET qu'il détient à 64 pour cent.	Il y a une participation étrangère au capital de Omnitel-Pronto Italia. Une participation étrangère minoritaire dans STET et Telecom Italia est autorisée.
Irlande	Telecom Eireann a des droits exclusifs pour le service de téléphonie vocale publique, les services mobiles, la radiorecherche de personnes et les services par satellite, ainsi que pour l'infrastructure nationale de télécommunication. Telecom Eireann est détenue par l'Etat.	Telecom Eireann est à 100 pour cent propriété de l'Etat.	
Luxembourg		Organisme public. Appartient à l'Etat.	
Pays-Bas	Netherlands KPN a le monopole exclusif de la fourniture de services obligatoires comme indiqué au point 1. KPN est une société par actions détenue en majorité par l'Etat.	Des étrangers peuvent participer au capital ou être propriétaires. Il n'y a pas de plafond fixé pour la participation étrangère. On estime à 50 pour cent des actions émises le niveau actuel des participations étrangères identifiables.	

Pays	Désignation du fournisseur monopolistique/exclusif et statut de l'organisme de télécommunication	Répartition du capital	Restrictions à la participation étrangère
Portugal	<ul style="list-style-type: none"> - Portugal Telecom, entreprise publique - Companhia Portuguesa Radio Marconi 	<ul style="list-style-type: none"> - Portugal Telecom appartient entièrement à l'Etat. - Companhia Portuguesa Radio Marconi appartient pour 51 pour cent à l'Etat. 	La participation étrangère au capital est limitée par la loi à 25 pour cent.
Royaume-Uni	<p>Les licences accordées pour la plupart des systèmes de télécommunication ne comportent pas de limitation de la zone géographique couverte, sauf si l'exploitant en fait lui-même la demande. Dans certaines zones spécifiques des franchises exclusives ont été octroyées aux sociétés de télévision par câble, qui leur permettent de fournir à la fois des services de télévision par câble et des services de téléphonie par câble. Comme fournisseurs de services de téléphonie, ces sociétés se trouvent en concurrence avec British Telecom et d'autres exploitants titulaires de licences. Certaines licences comme celles de British Telecom et MCL et franchises pour les services mobiles ou le câble prévoient l'obligation de construire et d'entretenir des installations dans une zone minimale pour le service en question. Pour British Telecom, cette obligation couvre l'ensemble du pays, à l'exception de Kingston. Sauf dans le cas de Kingston, toutes les entreprises sont privées.</p>		Il n'y a pas de restriction à la participation étrangère pour les exploitants du marché des télécommunications du Royaume-Uni.

7. Si l'une des caractéristiques générales de votre régime est de ne pas autoriser la concurrence, veuillez indiquer:
- a) si certaines activités ou catégories de ce qui pourrait être considéré comme des télécommunications de base ne sont pas réservées au monopole (par exemple, services de télécopie, de télex, de transmission de données, services mobiles, services par satellite);
 - b) s'il existe d'autres moyens par lesquels des fournisseurs étrangers de télécommunications de base fournissent des télécommunications de base ou peuvent participer à leur fourniture (par exemple, sous-traitance ou arrangements de construction-exploitation-transfert avec les fournisseurs monopolistiques).

Voir la réponse à la question 4.

8. Veuillez énumérer et décrire brièvement les accords intergouvernementaux, bilatéraux ou autres, que votre gouvernement a conclus en rapport avec la fourniture de réseaux et services de télécommunications de base.

Tous les Etats membres de la Communauté européenne participent aux travaux dans le domaine de l'interconnexion des réseaux de télécommunications de base et des services de télécommunications de base (par exemple au sein de l'UIT et des organisations internationales de télécommunication par satellite).

PARTIE II

Concurrence

Il conviendrait de répondre aux cinq questions ci-dessous pour chaque sous-secteur et catégorie, repris dans les sections A et B, que vous décrivez. Etant donné que les sous-secteurs et catégories peuvent se chevaucher, il est important de savoir que c'est l'introduction de la concurrence et la façon dont elle a été introduite qui doivent déterminer le choix des sous-secteurs et catégories pour lesquels donner une réponse.

- i) Généralités. Quelles sont les principales politiques et réglementations nationales concernant la concurrence dans ce sous-secteur ou cette catégorie? Des fournisseurs étrangers peuvent-ils participer à la fourniture de télécommunications de base dans ce sous-secteur ou cette catégorie?

La liste des sous-secteurs figurant dans la section A (page 5) du questionnaire, reprise à l'origine de la version provisoire de 1991 de la Classification centrale de produits des Nations Unies, n'est pas particulièrement utile pour expliquer le fonctionnement du système de réglementation de la Communauté. En outre, une grande partie du cadre réglementaire de la Communauté s'applique à plusieurs secteurs, de sorte qu'on a donné ici une explication générale plutôt qu'une description par catégorie comme il est indiqué dans la section B. On trouvera des précisions sur telle ou telle catégorie si cela est nécessaire.

Du point de vue du droit, et en l'état actuel de la libéralisation des services dans la Communauté européenne, un Etat membre est habilité à réserver la fourniture du service de téléphonie vocale publique et des infrastructures du réseau de télécommunication à des organismes de télécommunication détenant des droits exclusifs. Les Etats membres peuvent décider individuellement de libéraliser davantage ou plus vite ce secteur.

Tous les autres services utilisant le réseau fixe (autres que les services mobiles hertziens et les services par satellite, pour lesquels l'élaboration d'une législation visant à abroger les droits exclusifs et spéciaux est en cours) sont ouverts à la concurrence et les fournisseurs de services sont habilités à les offrir en utilisant l'infrastructure appartenant aux organismes de télécommunication, à condition de respecter les exigences en matière de licence ou de déclaration des Etats membres.

Les services de téléphonie vocale seront ouverts à la concurrence en 1998, des périodes de transition étant prévues pour certains Etats membres. Des discussions sur l'utilisation "d'autres" infrastructures (c'est-à-dire n'appartenant pas aux organismes de télécommunication) devraient commencer plus tard dans l'année et seront suivies par des discussions sur l'avenir de la fourniture d'infrastructures pour tous les services de télécommunication.⁶

⁶La Communauté a publié en avril 1994 un Livre vert contenant des propositions sur les services mobiles, et une communication sur l'utilisation d'autres infrastructures est attendue pour l'automne 1994. La publication d'un nouveau Livre vert contenant des propositions sur l'avenir de la fourniture d'infrastructures pour tous les services de télécommunication est prévue pour la fin de 1994.

Pour avoir effectivement accès au marché, les fournisseurs de services doivent bénéficier d'un accès équitable et non discriminatoire au réseau et avoir à leur disposition un ensemble de services de base dans toute la Communauté européenne. Un cadre réglementaire connu sous le nom de fourniture d'un réseau ouvert (ONP - Open Network Provision) a été conçu à cette fin.

1. Téléphonie vocale

Au niveau de la Communauté tous les services à l'exception du service de téléphonie vocale publique⁷ sont ouverts à la concurrence.

Les services libéralisés comprennent non seulement les services à valeur ajoutée et les services de transmission de données, mais également les communications des entreprises et les communications des groupes fermés d'utilisateurs. Ainsi, le service de téléphonie vocale non destiné au public en général peut être assuré par des fournisseurs de services autres que les organismes de télécommunication. Ces services sont bien sûr difficiles à définir clairement mais, aux fins de la réglementation communautaire, la principale question est de savoir si le service est un service de téléphonie vocale fourni au public en général ou non.

En outre, comme on l'a déjà vu, le Conseil est convenu que le service de téléphonie vocale publique serait libéralisé pour le 1er janvier 1998⁸ (des périodes de transition supplémentaires étant prévues pour certains pays) et une discussion aura lieu prochainement au sujet d'"autres" infrastructures et de l'avenir de la fourniture d'infrastructures pour tous les services. (Voir Partie II, i).)

Dans la plupart des Etats membres, il y a encore un monopole pour le service de téléphonie vocale publique et la fourniture des infrastructures.

Le Royaume-Uni a progressivement ouvert presque tous les services à la concurrence.

Au Danemark, les services de téléphonie vocale seront libéralisés dans le courant de 1994. De plus, il s'agit exclusivement d'une libéralisation des services, ce qui signifie qu'aucun accès n'est possible pour la mise en place d'une infrastructure propre pour de tels services. Par libéralisation on entend la levée des restrictions limitant l'utilisation des lignes louées permanentes pour la téléphonie vocale. De même, les fonctions de commutation seront libéralisées. Cela

⁷L'expression téléphonie vocale telle qu'elle est définie dans la législation de la CE s'entend de "l'exploitation commerciale pour le public du transport direct et de la commutation de la voix en temps réel au départ et à destination des points de terminaison du réseau public commuté" (Directive 90/387/CEE du 28 juin 1990 et Directive de la Commission 90/388/CEE du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications - Journal officiel n° L 192/1 et Journal officiel n° L 192/10 du 24 juillet 1990 respectivement). Les services de télex, de téléphonie mobile et de radiorecherche de personnes et les services par satellite sont exclus du champ d'application de cette directive.

Toujours dans ce domaine, la Commission a procédé en 1993 à une étude portant, entre autres choses, sur les droits exclusifs restants des organismes de télécommunication.

⁸Voir la Résolution du Conseil des Communautés européennes du 22 juillet 1993.

veut dire que, à l'avenir, les services de téléphonie vocale pourront être fournis au moyen de lignes louées permanentes utilisant exclusivement le réseau public de télécommunication.

2. Services à valeur ajoutée

Les services à valeur ajoutée (VAS) et les services de transmission de données ne sont pas définis en fait dans la législation communautaire car, afin de limiter le débat sur le classement des services par catégories, les règles de la Communauté sont axées sur les services qui n'ont pas encore été ouverts à la concurrence.

Ces services ont été ouverts à la concurrence par la suppression des droits exclusifs, sous réserve de tout régime de licence pouvant être mis en place par les Etats membres. Toutes les procédures de licence ou d'autorisation doivent viser uniquement à assurer la conformité aux exigences essentielles et les conditions d'octroi des licences doivent être objectives, non discriminatoires et transparentes; elles doivent inclure une procédure d'appel en cas de rejet.

Un cadre général pour l'accès aux réseaux publics de télécommunications (Open Network Provision - ONP)⁹ et l'utilisation de ces réseaux est en vigueur, auquel s'ajoutent des dispositions ONP plus détaillées pour les lignes louées¹⁰, le RNIS¹¹ et les services de transmission de données¹², et des travaux législatifs sont en cours au sujet de dispositions ONP pour la téléphonie vocale.¹³

Pour beaucoup de services à valeur ajoutée et de services de transmission de données, il peut ne pas être nécessaire d'obtenir une licence individuelle. La question des arrangements du type "guichet unique" et de la reconnaissance mutuelle des licences est à l'examen.¹⁴

⁹Directive du Conseil du 28 juin 1990 relative à l'établissement du marché intérieur des services de télécommunication par la mise en oeuvre de la fourniture d'un réseau ouvert de télécommunication (90/387/CEE; Journal officiel n° L 192/1 du 24 juillet 1990).

¹⁰Directive du Conseil relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert aux lignes louées (92/44/CEE; Journal officiel n° L 165/27 du 19 juin 1992).

¹¹Recommandation du Conseil du 5 juin 1992 relative à l'offre de possibilités harmonisées d'accès au réseau numérique à intégration de services (RNIS) et d'un ensemble minimal d'offres RNIS conformément aux principes de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) (92/383/CEE; Journal officiel n° L 200/10 du 18 juillet 1992).

¹²Recommandation du Conseil relative à l'offre harmonisée d'un ensemble minimal de services de transmission de données par commutation de paquets (STDCP) conformément aux principes de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) (92/383/CEE; Journal officiel n° L 200/1 du 18 juillet 1992).

¹³Proposition de directive du Conseil relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale, COM(92)247 final - Syn 437 du 27 août 1992.

¹⁴Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil sur la reconnaissance mutuelle des licences et autres autorisations nationales pour la prestation de services de télécommunication, COM(94)41 final - COD 438 du 22 mars 1994 et proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant une politique sur la reconnaissance mutuelle des licences et autres autorisations nationales pour la prestation de services de réseaux satellites et/ou de services de communication par satellite (COM(93)653 final - COD 483 du 4 janvier 1994).

3. Lignes louées et "autres" infrastructures

L'offre de circuits loués adéquats est une condition essentielle de la fourniture de services ouverts à la concurrence. Les dispositions ONP pour les lignes louées¹⁵ sont entrées en vigueur en juin 1993 et exigent la disponibilité d'un ensemble minimal de lignes louées normalisées; elles traitent aussi de l'accès aux circuits loués. Elles prévoient que les circuits peuvent être connectés les uns aux autres et au réseau public suivant des configurations choisies par l'utilisateur ou le fournisseur du service, que les tarifs doivent être orientés en fonction des coûts et que les organismes de télécommunication de chaque Etat membre doivent mettre en pratique des systèmes de comptabilisation des coûts transparents.

Comme on l'a déjà vu, l'utilisation d'"autres" infrastructures¹⁶ pour la fourniture de services déjà libéralisés est à l'étude.

4. Services mobiles

La libéralisation de ces services n'est pas encore directement couverte par la législation communautaire, car on estime que des discussions supplémentaires sont nécessaires.¹⁷ Le développement de ce secteur est actuellement à l'examen.

Il est à noter que, malgré l'absence de législation communautaire sur les services téléphoniques mobiles, il y a eu une ouverture significative des marchés dans plusieurs Etats membres avec l'introduction des services GSM pendant l'année; on compte maintenant d'une manière générale au moins deux concurrents GSM dans chaque secteur mobile. Cela est également le cas dans certains Etats membres pour les services DCS 1800. Un certain nombre d'organismes de télécommunication basés dans des pays tiers participent à ces marchés soit directement, soit par des opérations en association.

5. Services par satellite

Une proposition visant à étendre l'application de la politique communautaire convenue au secteur des services par satellite est à l'examen depuis 1990.¹⁸ Le Conseil a accepté des principes généraux pour la libéralisation du segment terrien, de l'accès au segment spatial et de la liberté commerciale pour les fournisseurs du segment spatial. Une législation destinée à promouvoir le marché des équipements de stations terrestres de communication par satellite a été adoptée¹⁹,

¹⁵Directive du Conseil du 5 juin 1992 relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert aux lignes louées (92/44/CEE; Journal officiel n° L 165/27 du 19 juin 1992).

¹⁶Sont inclus des réseaux comme ceux qui sont exploités par la télévision par câble, les compagnies d'eau et d'électricité et les chemins de fer.

¹⁷Voir le Livre vert COM(94)145 final du 27 avril 1994.

¹⁸Livre vert sur les satellites de 1990; une communication de la Commission précisant la politique pour le segment spatial a été publiée en juin 1994 (COM(94)210 final du 10 juin 1994).

¹⁹Directive du Conseil du 29 octobre 1993 complétant la directive 91/263/CEE en ce qui concerne les équipements de stations terrestres de communication par satellite (93/97/CEE; Journal officiel n° L 290/1 du 24 novembre 1993).

et une législation relative à la simplification des procédures de licence est en discussion.²⁰ Une législation relative à l'ouverture du marché pour la fourniture des services et des équipements de communication par satellite est en préparation.

Un certain nombre d'Etats membres autorisent actuellement la concurrence des exploitants privés pour les services de communication par satellite. La législation communautaire relative à la libéralisation de ces services est à l'examen. Les stations satellites fonctionnant en réception seulement qui ne sont pas raccordées au réseau public ont fait l'objet d'une libéralisation en 1988.²¹

- ii) Modes de fourniture. A votre avis, comment les modes de fourniture prévus par l'AGCS (fourniture transfrontières, consommation à l'étranger, présence commerciale et présence de personnes physiques) s'appliquent-ils à ce sous-secteur ou à cette catégorie? Quels types de prescriptions, conditions ou limitations s'appliquent dans ce sous-secteur ou cette catégorie pour chaque mode de fourniture?

De l'avis de la Communauté et de ses Etats membres, la plupart des services sont en général fournis par voie de présence commerciale.²² Les sociétés fournissant des services de téléphonie vocale nationaux et internationaux, des services mobiles et des services par satellite sont établies dans les pays où se trouve le consommateur du service. Des exceptions sont possibles dans le cas des services reposant sur l'utilisation de cartes d'appel (consommation à l'étranger)²³ et, par exemple, de divers aspects des futures communications personnelles universelles. A certains égards, les services fournis conjointement, comme la téléphonie vocale internationale utilisant des installations existantes, ne semblent pas entrer dans une catégorie donnée; toutefois, dans la pratique, le fournisseur de services étranger fournit le service au consommateur du service situé dans un autre pays en s'établissant dans ce pays.

Note: Dans les réponses sur les modes de fourniture, il ne faut pas nécessairement se limiter aux mesures qui pourraient avoir trait à l'accès aux marchés ou au traitement national tels qu'ils sont définis par l'AGCS. Les informations fournies peuvent aider à faire progresser les débats sur la façon dont les modes de fourniture, en particulier la fourniture transfrontières et la consommation à l'étranger, s'appliquent aux télécommunications de base.

- iii) Accès au marché. Quels types de limitations sont appliqués en ce qui concerne l'accès au marché? (En d'autres termes, le nombre de fournisseurs est-il soumis à des limitations quantitatives ou à un examen des besoins économiques? Des limitations sont-elles appliquées en ce qui concerne la valeur totale des transactions, le nombre total des opérations, la quantité produite ou le nombre total des personnes qui peuvent fournir des services de télécommunications de base ou être employées par un fournisseur? Y a-t-il des restrictions ou prescriptions

²⁰Proposition de directive concernant une politique sur la reconnaissance mutuelle des licences et autres autorisations nationales pour la prestation de services de réseaux satellites et/ou de services de communication par satellite (COM(93)652 final - COD 482 du 4 janvier 1994).

²¹Directive 88/301/CEE.

²²C'est-à-dire la fourniture d'un service par un fournisseur de services d'un Membre grâce à une présence commerciale sur le territoire de tout autre Membre.

²³C'est-à-dire la fourniture d'un service en provenance du territoire d'un Membre à destination du territoire de tout autre Membre.

concernant le type d'entité juridique qui peut fournir des télécommunications de base? Existe-t-il des limitations concernant la participation étrangère au capital?)

S'agissant des services ouverts à la concurrence (c'est-à-dire pour lesquels tous les droits exclusifs de fourniture ont été supprimés), les Etats membres qui en assujettissent la fourniture à une procédure de licence ou de déclaration²⁴ doivent veiller à ce que les conditions d'octroi de la licence soient objectives, non discriminatoires et transparentes. Il n'y a pas de limitation a priori du nombre de fournisseurs, mais on tient compte bien sûr, des ressources physiques disponibles.

Le tableau ci-dessous donne des détails spécifiques sur la situation des communications mobiles dans les Etats membres:

Pays	
Belgique	La téléphonie mobile (GSM 900) sera ouverte à un deuxième exploitant au plus tard en 1994, les spécifications du service public devant être respectées.
Allemagne	Une licence du Ministère des postes et télécommunications est nécessaire pour les exploitants de services mobiles. Celle-ci est octroyée à condition que certaines exigences de performance soient remplies; toutefois, le nombre de ces licences est limité par la pénurie de fréquences.
Danemark	L'accès au marché danois des services libéralisés n'est restreint que dans la mesure où le nombre des fournisseurs de réseaux et services GSM est limité à deux pour des raisons techniques et des raisons d'attribution de fréquences; le nombre des fournisseurs de réseaux et services ERMES a été limité à trois.
Espagne	La participation extracommunautaire est limitée à 25 pour cent pour une licence de téléphonie mobile GSM. Une autre licence a été octroyée à Telefonica.
France	La participation étrangère est limitée à 20 pour cent pour la téléphonie mobile. Cette limite peut être levée dans le cas d'accords bilatéraux ou multilatéraux. Deux licences ont été octroyées à des exploitants de services de téléphonie mobile. Une nouvelle licence vient d'être octroyée à un troisième exploitant.
Grèce	Le service de téléphonie mobile est fourni exclusivement par deux sociétés privées.
Italie	Un deuxième exploitant de services de téléphonie mobile GSM est sur le point d'être autorisé. Il y a un régime de licences pour le GSM. Les licences GSM pour le premier exploitant (Telecom Italia) et le deuxième exploitant (Omnitel-Pronto Italia) seront accordées à la fin de 1994.
Irlande	Il est proposé d'accorder prochainement une deuxième licence mobile GSM. Il n'y aura pas de restriction à la participation étrangère.
Luxembourg	Le service de téléphonie mobile est fourni par l'exploitant national.
Pays-Bas	Il y a un régime de licences pour les systèmes GSM, ERMES, DCS 1800 et analogiques. Pour cette dernière catégorie, une licence est normalement octroyée si un nombre suffisant de fréquences est disponible. La deuxième licence GSM sera accordée avant avril 1995 (après la conclusion d'une procédure d'adjudication ouverte). Il n'y a aucune restriction à la participation étrangère.

²⁴Visant à assurer la conformité avec les exigences essentielles ou autres pour les services de transmission de données au public - voir l'article 3 de la Directive (90/388/CEE).

Pays	
Portugal	Le principe du libre accès s'applique, sauf pour les services mobiles dont l'accès est assujéti aux restrictions concernant le spectre de fréquences et fait l'objet d'une procédure d'adjudication ouverte.
Royaume-Uni	Les services utilisant l'infrastructure d'autres exploitants détenteurs d'une licence sont libéralisés au Royaume-Uni et peuvent être fournis (à une exception près) dans le cadre de la licence de services de télécommunication. Il s'agit d'une catégorie de licences d'application générale pour laquelle aucune forme d'enregistrement ou de redevance n'est requise. La participation étrangère n'est pas limitée. Il n'y a aucune autre limitation concernant l'accès au marché. La seule exception a trait à "la simple revente internationale" c'est-à-dire la fourniture de circuits loués internationaux à des tiers interconnectés au réseau public commuté aux deux extrémités. La simple revente internationale ne peut être proposée que par des sociétés qui ont demandé et obtenu une licence à cet effet, et uniquement aux pays qui ont été désignés par le Royaume-Uni comme ayant un régime de télécommunication équivalent à celui du Royaume-Uni (actuellement la Suède, le Canada et l'Australie). La simple revente internationale de données peut être offerte à tous les pays de l'EEE dans le cadre de la licence de services de télécommunication, de même que la revente internationale partielle à une extrémité seulement et toutes les prestations de revente nationale.

- iv) Traitement national. Quels types de limitations concernant le traitement national sont en place qui accordent aux fournisseurs étrangers un traitement moins favorable qu'aux fournisseurs nationaux? (Par exemple, des préférences sont-elles accordées aux fournisseurs nationaux ou des restrictions ou obligations sont-elles imposées aux fournisseurs étrangers dans le cadre d'une quelconque procédure ou réglementation, y compris un régime de licences? Existe-t-il des limitations concernant la nationalité ou la résidence des cadres, directeurs ou membres du conseil d'administration? Les étrangers peuvent-ils détenir des terres ou des installations ou existe-t-il des restrictions à ce sujet?)

Le droit communautaire a pour principe fondamental d'interdire la discrimination fondée sur la nationalité à l'encontre de personnes physiques ou morales qui sont ressortissants ou résidents d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

Il n'y a en général pas de limitations concernant le traitement national. Au Royaume-Uni, les statuts de British Telecom exigent que son président soit un ressortissant britannique.

- v) Licences. Si une licence est exigée dans ce sous-secteur ou cette catégorie, décrivez brièvement la procédure et donnez des explications au sujet des principaux critères, prescriptions et taxes appliqués. Indiquez certaines des principales modalités et conditions appliquées aux détenteurs de licences une fois la licence obtenue?

Voir la réponse donnée au premier paragraphe du point iii).

Note: Il faut entendre le terme licence au sens large, y compris des formalités comme l'approbation, l'autorisation, l'enregistrement ou la certification, selon le cas.

A. Sous-secteurs

Pour tous les sous-secteurs dans lesquels votre régime autorise la concurrence (c'est-à-dire qui ne sont pas réservés à des fournisseurs monopolistiques ou exclusifs), répondez aux questions i) à v) ci-dessus, selon le cas. La liste de sous-secteurs donnée ci-après est indicative et vous pouvez y ajouter tout autre sous-secteur ou sous-activité que vous souhaitez décrire.

- a) Service du téléphone
- b) Services de transmission de données avec commutation par paquets
- c) Services de transmission de données avec commutation de circuits
- d) Service de télex
- e) Service de télégraphe
- f) Service de télécopie
- g) Services de circuits loués privés, et
- o) Autres services

Voir ci-dessus.

Vous trouverez ci-après quelques exemples additionnels de réseaux ou services de télécommunications de base qui ne sont pas expressément mentionnés aux points a) à g) et o) ci-dessus et pour lesquels il pourrait être utile de fournir une réponse: services téléphoniques/non téléphoniques utilisant des circuits privés loués nationaux/internationaux; réseaux et services téléphoniques associés à la télévision par câble; services par satellite nationaux/internationaux et liaisons par satellite et capacités associées; réseaux et services mobiles cellulaires analogiques/numériques; réseaux et services PCS; services de radiorecherche; services mobiles pour données; accès locaux filaires/hertziens; liaisons locales/à grande distance par courants porteurs; commutation locale/à grande distance; commutation internationale et autres services passerelles. Si l'on peut considérer que certains de ces exemples relèvent du point o), d'autres peuvent être assimilés à des activités relevant des sous-secteurs a) à g).

Voir la réponse à la question i) ci dessus.

B. Catégories

Pour chacune des catégories suivantes dans lesquelles la concurrence est autorisée, répondez aux questions i) à v) ci-dessus, selon le cas, ainsi qu'aux questions spécifiques correspondant à cette catégorie.

Voir ci-dessus. On trouvera ci-après quelques renseignements complémentaires.

Services locaux/à grande distance/internationaux

1. Quelle distinction faites-vous entre services locaux et à grande distance nationaux et comment ces services sont-ils définis?

Sans objet.

2. Faites-vous une distinction d'ordre réglementaire ou autre, entre les réseaux et services nationaux (locaux et à grande distance) et internationaux, et entre les fournisseurs de télécommunications de base dans ces segments du marché? Dans l'affirmative, précisez laquelle.

Il n'est pas fait de distinction, au niveau de la Communauté, entre les réseaux et services locaux et à grande distance, ni entre les réseaux et services intracommunautaire et internationaux.

Note: Prière de couvrir tous les types de télécommunications hertziennes pertinents, y compris les liaisons par satellite, l'accès à la capacité des satellites, les microstations, les communications cellulaires mobiles, les services de radiorecherche, les services mobiles pour données et autres systèmes de radiocommunication. Etant donné que les réseaux à courants porteurs ou "fixes" peuvent comporter des éléments hertziens, les réponses données pour cette catégorie devraient concerner toutes les prescriptions spécifiquement prévues pour les éléments hertziens des réseaux ou services.

3. Votre réglementation autorise-t-elle la revente au plan international de capacités de circuits loués privés rattachés au réseau public? Dans l'affirmative, à une extrémité? Aux deux extrémités? A quelles conditions? La revente de capacités de circuits téléphoniques à commutation est-elle autorisée?

La revente intracommunautaire de capacités de circuits loués connectés au réseau public, sans restrictions en matière d'interconnexion, est autorisée pour tous les services qui sont ouverts à la concurrence. Toute restriction concernant l'accès ou l'utilisation ne peut avoir pour but que d'assurer la conformité à des exigences essentielles telles qu'elles sont définies dans la législation communautaire; elles sont imposées par l'organe national de réglementation par voie réglementaire. Aucune restriction technique à l'interconnexion entre des lignes louées et les réseaux publics de télécommunication ne peut être mise en place ou maintenue.

4. La revente de la capacité excédentaire des circuits loués privés est-elle autorisée? Dans l'affirmative, à quelles conditions? Les télécommunications de base peuvent-elles être mises à la disposition de tierces parties par la revente? Dans l'affirmative, de quelles télécommunications de base s'agit-il?

Voir la réponse à la question précédente.

Comme on l'a indiqué plus haut, tous les services de télécommunication (à l'exception des services mobiles et des services par satellite) dans la Communauté européenne, y compris la téléphonie vocale publique, seront ouverts à la concurrence d'ici au 1er janvier 1998 (des périodes de transition étant prévues pour certains Etats membres).

Installations

5. Les fournisseurs de télécommunications de base (étrangers et nationaux) peuvent-ils construire et exploiter leurs propres réseaux ou investir dans des consortiums pour construire et exploiter de telles installations? Si tel n'est pas le cas, quelles organisations sont autorisées à construire et à exploiter des réseaux de télécommunications de base?

Au niveau communautaire, la question de la libéralisation de l'infrastructure (y compris des "autres" infrastructures) est à l'examen (voir le point II i)). Une décision devrait être prise en 1995/96.

En attendant, la situation varie d'un Etat membre à l'autre: dans plusieurs d'entre eux, en effet, l'infrastructure indépendante (pour usage propre) n'est pas soumise à la réglementation concernant les monopoles. Certains membres ont libéralisé la fourniture des installations de réseau:

Au Royaume-Uni, des licences individuelles sont nécessaires pour exploiter des systèmes de télécommunication supposant la construction d'infrastructures de télécommunication ou l'offre de services importants au public. Les détenteurs de licences individuelles peuvent être désignés sous le nom d'exploitants de services téléphoniques publics. Les licences d'exploitants de services téléphoniques publics contiennent des exigences particulières, définies dans l'article 8 1) de la Loi de 1984 sur les télécommunications qui traite des points suivants: obligation de fournir des services spécifiés, interdiction d'appliquer des préférences injustifiées ou de faire preuve d'une discrimination excessive et publication des modalités et conditions de tarification. Des systèmes exploités sous une licence contenant de telles exigences peuvent être désignés par le Secrétaire d'Etat comme étant exploités par des exploitants de services téléphoniques publics.

Aux Pays-Bas, en vertu de la réglementation actuelle, la fourniture des lignes est réservée à KPN. Il existe des exceptions pour:

- d'autres fournisseurs d'infrastructure GSM (c'est-à-dire KPN, une tierce partie qui a loué une ligne de KPN, des titulaires de licences de réseaux fixes ayant obtenu une exemption du Département des postes et télécommunications, des titulaires de licences de réseaux de télévision par câble ayant obtenu une exemption du Département des postes et télécommunications);
- ceux qui ont un permis pour installer une infrastructure parce que l'exploitant attitré n'est pas disposé à installer l'infrastructure requise à des conditions et dans des délais raisonnables;
- les sociétés ayant leurs propres réseaux, qu'elles utilisent pour leurs besoins propres ou dans un but spécifique (par exemple, la radiodiffusion).

Il est prévu d'accorder une licence à un deuxième fournisseur d'infrastructure nationale. On envisage de délivrer une licence couvrant l'ensemble du pays à un consortium de sociétés spécifiques exploitant déjà des réseaux nationaux, entre autres les chemins de fers des Pays-Bas. Il n'y a pas de restriction à la participation étrangère dans ce consortium.

En France, une distinction est établie dans la réglementation entre l'infrastructure ouverte au public et l'infrastructure indépendante. Dans cette deuxième catégorie entre un large éventail

de réseaux, tels que les réseaux de microstations à usage privé et les stations de reportage par satellite. L'infrastructure indépendante est ouverte à la concurrence sous réserve d'autorisation ministérielle. Cette autorisation a pour seul but de confirmer que le réseau relève de la catégorie des infrastructures indépendantes. Les infrastructures de radiocommunication sont également ouvertes à la concurrence, y compris pour la téléphonie vocale mobile ouverte au public. Les autorisations peuvent être limitées par la pénurie de fréquences.

En Allemagne, dans le domaine des services mobiles de radiocommunication, des licences sont accordées - sur la base de la Loi sur les installations de télécommunication - pour la mise en place et l'exploitation de réseaux de radiocommunication mobile destinés au trafic public et pour la fourniture des services correspondants.

Au Danemark, la mise en place des réseaux internes a été libéralisée. Les réseaux internes sont définis comme des réseaux à des fins de télécommunication (voix, texte ou données) situés à l'intérieur des limites d'une propriété et destinés à être connectés au réseau public et utilisés pour des communications passant par le réseau public.

En Espagne, les fournisseurs de services mobiles (radiorecherche de personnes, téléphonie, jonction avec le réseau, etc.) peuvent construire et exploiter leurs propres réseaux dans le cas où le fournisseur de réseau autorisé ne peut pas fournir les ressources de réseau nécessaires. L'infrastructure construite et exploitée dans ces conditions doit faire l'objet d'une concession administrative. Cette concession sera retirée, en fonction de la disponibilité des ressources de réseau, après un délai permettant de récupérer l'investissement fait pour le système. Ce délai est fixé par l'Administration. Les restrictions à la participation étrangère pour l'exploitation de tels services sont similaires à celles qui figurent dans la Partie I, réponse de l'Espagne aux questions 5 et 6.

Au Portugal, la réglementation actuelle prévoit des exceptions pour la fourniture des services de télécommunication complémentaires: les exploitants détenteurs d'une licence pour la fourniture de tels services sont autorisés à établir, à gérer et à exploiter leurs propres infrastructures.

Services publics/non publics

6. Votre régime établit-il une distinction entre les fournisseurs de services de télécommunications de base publics à commutation et non publics? Dans l'affirmative, comment?

Tous les services de télécommunication non publics sont ouverts à la concurrence dans la Communauté européenne, alors que, comme on l'a déjà vu, les services de téléphonie vocale publique demeurent réservés jusqu'au 1er janvier 1998. En conséquence, la seule distinction concerne les services de téléphonie vocale et les services de téléphonie non vocale. La téléphonie vocale est définie comme étant "l'exploitation commerciale pour le public du transport direct et de la commutation de la voix en temps réel au départ et à destination des points de terminaison du réseau public commuté, permettant à tout utilisateur d'utiliser l'équipement connecté à un tel point de terminaison pour communiquer avec un autre point de terminaison".²⁵

²⁵Directive de la Commission relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunication, 90/388/CEE, Journal officiel n° L 192/10 du 24 juillet 1990.

7. Quels types de télécommunications de base votre réglementation prescrit-elle, expressément ou en fait, de fournir au public en général?

Dans le contexte des travaux en vue de la libéralisation du service de téléphonie vocale pour le 1er janvier 1998, un consensus s'est dégagé quant à la nécessité de maintenir et de développer un service de télécommunication universel permettant l'accès à un "ensemble minimal de services définis d'une qualité donnée, ainsi que la fourniture de ces services à tous les utilisateurs indépendamment de leur localisation géographique et, à la lumière des conditions spécifiques nationales, à un prix abordable".²⁶ Ce service inclut la fourniture du réseau public de télécommunications de base et d'éléments définis du service de téléphonie vocale. Ces principes devraient être complétés par une législation additionnelle d'ici au 31 décembre 1995. En outre, un ensemble minimal de lignes louées doit être fourni dans tous les Etats membres.²⁷

8. Quels types de télécommunications de base votre réglementation autorise-t-elle à fournir sur une base non publique (c'est-à-dire qu'elles n'ont pas à être fournies au public en général)?

Voir réponse à la question 6.

9. Quelles obligations ou responsabilités le statut de fournisseur public de télécommunications de base comporte-t-il et quelles conditions doivent être remplies? Par exemple, quelles obligations du type de celles des exploitants de réseaux sont imposées (entre autres, en ce qui concerne le service universel), et à qui?

Voir réponse à la question 7.

10. Des restrictions s'appliquent-elles au cas où un fournisseur de télécommunication souhaite organiser et fournir un réseau privé? Dans l'affirmative, lesquelles?

Voir l'exposé général sur la téléphonie vocale au début de la Partie II.

11. L'exploitation des cabines téléphoniques à prépaiement est-elle réservée à des fournisseurs monopolistiques ou exclusifs?

En vertu de la législation communautaire, la fourniture des services de téléphonie vocale définis plus haut peut continuer de faire l'objet de droits exclusifs. La fourniture effective des équipements téléphoniques de cabine a été ouverte à la concurrence.²⁸

²⁶Résolution du Conseil 94/C48/2 du 16 février 1994.

²⁷Directive 92/44/CEE (Journal officiel n° L 165/27 du 19 juin 1992).

²⁸Directive 88/301/CEE (Journal officiel n° L 131/73 du 27 mai 1988).

PARTIE III

Questions réglementaires

Dans les réponses aux questions de la présente partie, les participants sont invités à indiquer spécifiquement la source ou le statut des mesures visées (si possible, indication de la loi, du règlement, de la règle, de la directive, de la décision, du décret).

Rapports entre les fonctions réglementaires et opérationnelles

1. Des fournisseurs de télécommunications de base participent-ils directement ou indirectement à l'élaboration de la politique en matière de réglementation? A l'application de la réglementation? A l'élaboration ou à l'application des normes?

La législation communautaire prescrit aux Etats membres de veiller à ce que l'attribution des licences d'exploitation, le contrôle des agréments et des spécifications obligatoires, l'attribution des fréquences et la surveillance des conditions d'utilisation soient confiés à une entité indépendante des organismes de télécommunications.²⁹

Pour ce qui est des équipements terminaux de télécommunication, les fournisseurs ne participent pas directement à l'élaboration de la politique en matière de réglementation, bien qu'ils aient plusieurs moyens indirects d'influer sur cette politique. Un mécanisme important à cet égard découle de l'obligation faite à la Commission de consulter périodiquement les fabricants.³⁰

Voir la réponse à la question 9 pour la participation à l'élaboration des normes.

2. Vos autorités réglementaires sont-elles aussi chargées d'élaborer les normes? De faire appliquer les normes?

Voir la réponse à la question 1.

Comme on l'a déjà vu, les Etats membres doivent veiller à ce que la responsabilité de la formulation des spécifications des équipements terminaux, de la surveillance de leur application et de l'agrément soit confiée à un organisme indépendant des entreprises publiques ou privées proposant des biens ou des services dans le secteur des télécommunications.³¹

Les procédures formelles de communication de renseignements dans le domaine des normes ont été définies dans la législation communautaire, qui a également désigné les organismes

²⁹Directive de la Commission 90/388/CEE.

³⁰Article 13 de la Directive 91/263/CEE de la Commission et article 15 de la Directive 93/97/CEE de la Commission.

³¹Directive de la Commission 88/301/CEE.

européens de normalisation CEN, CENELEC et ETSI pour l'élaboration de normes européennes harmonisées.³²

Dans le domaine des équipements terminaux, ces organismes de normalisation ont été chargés d'établir des normes harmonisées, lesquelles sont transformées en réglementations techniques communes dont le respect est obligatoire.³³ Les autorités réglementaires doivent veiller à ce que ces normes soient respectées.

De surcroît, la réglementation ONP contient des normes harmonisées, que les autorités réglementaires sont chargées de faire respecter.

3. A combien de niveaux de l'administration (par exemple administration centrale, régions, Etats, collectivités locales) des autorités sont-elles chargées de la réglementation des télécommunications de base? Indiquez lesquels et donnez-en une description. Existe-t-il des procédures permettant aux fournisseurs de résoudre les questions qui se posent à eux ou leurs différends ou de faire appel d'une décision auprès de l'organe réglementaire concerné? Dans l'affirmative, veuillez les décrire.

La législation communautaire, et en particulier les règles concernant le marché unique, la politique commerciale et la concurrence, définissent le cadre dans lequel les Etats membres mettent en oeuvre leur politique. Cette législation couvre des domaines tels que la normalisation, l'accès au marché et l'interconnexion. Les Etats membres contribuent effectivement à la formulation de la politique communautaire et sont chargés de faire respecter les obligations résultant des directives. La Commission européenne surveille la mise en oeuvre de la législation communautaire par les Etats membres, elle peut prendre des décisions en se fondant sur l'article 90 du Traité et peut saisir la Cour de justice européenne.

Il existe en outre au niveau communautaire une procédure de conciliation pour les lignes louées, définie dans la législation ONP relative aux lignes louées et prévoyant le droit de faire appel auprès d'une autorité réglementaire nationale. Dans le cas où il n'est pas possible d'arriver à un accord au niveau national, la législation prévoit le droit de faire appel auprès d'un groupe de travail du Comité ONP (procédure de conciliation).

On trouvera ci-après des détails sur les systèmes réglementaires nationaux:

Pays	
Belgique	<p>L'Etat fédéral est responsable de la politique des télécommunications. Il n'existe pas de procédure de règlement des différends pour les cas où l'IBPT règle des questions posées par les usagers. Il est possible de faire appel des décisions de l'IBPT uniquement auprès du Ministre ou des tribunaux.</p> <p>Un médiateur est chargé du règlement des différends entre Belgacom et ses clients.</p>

³²Directive du Conseil 83/189/CEE.

³³Directives 91/263/CEE et 93/97/CEE.

Pays	
Allemagne	<p>Le Ministre fédéral des postes et télécommunications est chargé de la réglementation des télécommunications de base dans l'ensemble du pays. Il doit approuver les tarifs proposés par la DBP Telekom, conjointement avec les Ministres des finances et de l'économie. L'agence fédérale des P&T est responsable de la réglementation courante du secteur, dans le cadre des principes directeurs fixés par le Ministre des P&T.</p> <p>Les plaintes, que les autres fournisseurs de télécommunications et les usagers peuvent avoir à formuler au sujet du comportement de la DBP Telekom doivent être adressées au Ministère fédéral des postes et télécommunications.</p> <p>A partir du 1er janvier 1995, des entités indépendantes du Ministère des P&T seront responsables de l'administration de certains règlements.</p>
Danemark	<p>Le Ministère de la recherche et l'Agence nationale des télécommunications sont les organes responsables de la réglementation dans le domaine des télécommunications. L'Agence nationale des télécommunications relève du Ministère et a été habilitée par lui à s'occuper de plusieurs activités de réglementation.</p> <p>Comme les autres citoyens, les exploitants et fournisseurs de services de télécommunications ont la possibilité de soumettre aux autorités chargées des télécommunications les problèmes, y compris les différends, résultant de questions en rapport avec la législation des télécommunications. En général, c'est l'Agence nationale des télécommunications qui décide alors en première instance. Ses décisions peuvent être portées devant le Ministère pour réexamen. Une décision des autorités peut toujours être portée devant un tribunal.</p>
Espagne	<p>Le Ministère des travaux publics, des transports et de l'environnement, par l'intermédiaire de la Direction générale des télécommunications, est responsable de la politique des télécommunications pour l'ensemble du pays.</p> <p>Il existe une procédure de règlement des différends en vertu de laquelle la Délégation du gouvernement auprès de Telefonica ou des organes d'arbitrage spéciaux résolvent les différends relatifs au service téléphonique.</p> <p>Le Tribunal pour la protection de la concurrence a compétence pour tous les autres types de différends. Une décision des organismes administratifs peut toujours être portée devant les tribunaux.</p>
France	<p>Il existe un niveau de réglementation à l'échelon national sous la responsabilité de la Direction générale des postes et télécommunications, qui relève du Ministère de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur.</p> <p>Les différends peuvent être traités par cet organisme qui joue le rôle de médiateur ou d'arbitre entre les fournisseurs de services, les fabricants et les utilisateurs. Il existe d'autres procédures de réexamen dans le cadre de cet organisme et, en dernier ressort, des tribunaux. Dans le cas particulier des décisions administratives qui s'accompagnent du retrait de licences ou d'autorisations, des comités consultatifs pour les radiocommunications et les télécommunications peuvent être consultés.</p>

Pays	
Grèce	A l'heure actuelle, le Ministère des transports et des communications supervise l'OTE, s'occupe de la gestion du spectre et de l'attribution des fréquences, délivre des licences pour les réseaux radioélectriques, approuve les spécifications et les normes des équipements, prend des mesures pour le développement des télécommunications internationales et conclut les accords internationaux pertinents. Des procédures de règlement de différends sont en cours d'élaboration.
Italie	Le Ministère des postes et télécommunications est le seul organisme chargé de la réglementation des télécommunications dans l'ensemble du pays. Les différends entre les exploitants, les fournisseurs de services et les utilisateurs peuvent être traités par le Ministère et toutes les décisions peuvent être portées devant un tribunal.
Irlande	<p>Le Ministère des transports, de l'énergie et des communications est chargé d'élaborer et de mettre en oeuvre la politique nationale des télécommunications. En attendant l'adoption de la législation, une division distincte du Ministère réglemente le marché. Il n'y a d'intervention à aucun autre niveau de l'administration, si ce n'est pour les exigences en matière de planification des équipements.</p> <p>Des procédures formelles de règlement de différends n'ont pas encore été élaborées. En conséquence, les procédures d'appel sont actuellement traitées au cas par cas. Le médiateur a également certains pouvoirs en ce qui concerne les services de télécommunication fournis par l'organisme de télécommunications. Lorsqu'un fournisseur n'est pas satisfait d'une décision de l'organe de réglementation, il peut en faire appel auprès du Ministre ou des tribunaux.</p>
Luxembourg	C'est le Ministère des communications qui est chargé de la réglementation dans le domaine des télécommunications.
Pays-Bas	<p>Le seul organe de réglementation pour les télécommunications est le Ministère des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau, Département des télécommunications et des postes.</p> <p>En plus du tribunal civil, il existe une commission d'appel indépendante pour les clients des PTT (petits usagers). Ses décisions sont contraignantes pour les PTT et les autres exploitants des télécommunications. Il peut être fait appel d'une décision de l'<u>organe de réglementation</u> auprès de la cour d'appel administrative.</p>
Portugal	Il n'existe qu'un niveau de responsabilité pour la réglementation en matière de communication: le gouvernement portugais, qui reçoit l'aide de l'ICP (Institut portugais des communications). Les exploitants des télécommunications peuvent s'adresser au membre du gouvernement qui est chargé des communications pour toute question ou tout différend pouvant apparaître au cours de leurs opérations, en premier lieu dans le cadre de la procédure administrative de recours et en second lieu dans le cadre de la procédure administrative de règlement des différends.
Royaume-Uni	Le Secrétaire d'Etat au commerce et à l'industrie et le Directeur général des télécommunications (le dirigeant d'OFTel) sont chargés de diverses tâches en vertu de la Loi de 1984 sur les télécommunications: par exemple, promotion des intérêts des consommateurs de services de télécommunication ainsi que maintien et promotion d'une concurrence effective dans le secteur. Le DTI est responsable de l'attribution des licences de télécommunication (tant générales qu'individuelles), alors qu'OFTel est chargé d'en assurer le respect. Il n'y a pas d'autre organe de réglementation au niveau local, régional ou national.

Allotissement ou assignation des fréquences

4. Quels sont les procédures, prescriptions et critères appliqués pour l'allotissement ou l'assignation des fréquences radioélectriques?

Les procédures, exigences et critères qui s'appliquent en matière d'allotissement et d'assignation des fréquences peuvent varier d'un Etat membre à l'autre.³⁴ D'une manière générale, l'attribution des bandes de fréquences radioélectriques à un service tient compte de plusieurs facteurs comme la disponibilité de cette partie du spectre, la nécessité d'assurer le service et la conformité aux arrangements internationaux en matière de fréquences.

5. Les fournisseurs étrangers de télécommunications bénéficient-ils du traitement national en vertu de ces procédures et critères?

Oui.

Codes de numérotage et d'identification

6. Quels sont les procédures, prescriptions et critères utilisés pour attribuer les codes de numérotage et d'identification?

Comme pour les fréquences, les procédures, exigences et critères utilisés pour attribuer des codes de numérotage et d'identification peuvent varier d'un Etat membre à l'autre.

Toutefois d'une manière générale, au niveau national, l'approche est fondée sur des considérations telles que:

- a) la nécessité de disposer d'un nombre suffisant de codes pour faire face à la croissance prévue de la demande de services de télécommunication, tout en assurant une bonne gestion des numéros disponibles;
- b) la nécessité d'assurer la compatibilité avec les plans de numérotage d'autres exploitants;
- c) la commodité et les préférences des utilisateurs finals;
- d) l'exigence d'une concurrence effective en ce qui concerne les services non réservés;
- e) les coûts ou inconvénients que pourraient subir le requérant, d'autres exploitants de réseau, les utilisateurs finals et d'autres parties intéressées;
- f) tous les accords internationaux, recommandations ou normes internationales pertinents; et
- g) les vues du requérant et des autres parties intéressées.

³⁴Une législation communautaire a été adoptée au sujet des bandes de fréquences désignées: pour le GSM (87/372/CEE), la radiomessagerie - ERMES (90/544/CEE), et les télécommunications numériques sans fil - DECT (91/287/CEE, 87/371/CEE, 90/543/CEE et 91/288/CEE); en même temps le Conseil a adopté des recommandations sur l'introduction coordonnée de ces services (COM(93)382 final). En décembre 1993, le Conseil a conclu que l'instrument le plus important pour attribuer les fréquences du spectre était la décision du Comité européen des radiocommunications. (COM(93)382 final)

7. Les fournisseurs étrangers de télécommunications bénéficient-ils du traitement national en vertu de ces procédures et critères?

Oui.

Normes, homologation et raccordement des équipements

8. Quels types de normes obligatoires sont d'application?

Les normes obligatoires suivantes (Réglementations techniques communes) ont été publiées au Journal officiel des Communautés européennes pour les équipements terminaux de télécommunication:

CTR 5	-	Accès GSM ³⁵
CTR 9	-	Téléphonie GSM ³⁶
CTR 12	-	Fourniture de réseau ouvert (ONP), ligne non structurée 2 Mbit/s ³⁷
CTR 6	-	Accès DECT ³⁸
CTR 10	-	Téléphonie DECT ³⁹

Plusieurs autres normes obligatoires, en cours d'adoption, seront publiées ultérieurement au Journal officiel. Les normes nationales s'appliquent lorsqu'il n'existe pas de réglementations techniques communes.

9. Lorsqu'une norme est à l'examen ou qu'une nouvelle norme est élaborée par votre organisme de normalisation, le public peut-il les examiner et faire ses observations avant qu'elles ne soient adoptées? Les étrangers peuvent-ils participer à ce processus? Le secteur privé peut-il participer à l'élaboration des normes? Dans l'affirmative, comment?

Pour les normes de télécommunication élaborées par l'ETSI, une phase d'enquête publique est prévue qui offre à toutes les parties intéressées la possibilité de faire des observations avant l'adoption de chacune de ces normes. Les membres associés de l'ETSI et les observateurs suivant ses travaux, dont bon nombre se trouvent hors d'Europe, contribuent pleinement au processus d'élaboration des normes, mais les observateurs n'ont pas le droit de participer aux votes sur les normes.

Le secteur privé participe au processus d'élaboration des normes du fait que l'ETSI compte des exploitants de réseaux, qui peuvent être publics ou privés, et des fabricants du secteur privé.

10. Quels équipements doivent être homologués? L'autocertification est-elle autorisée? Votre gouvernement a-t-il conclu des accords de reconnaissance mutuelle pour la certification des équipements de télécommunication? Sont-ils nécessaires pour le matériel de fabrication étrangère?

³⁵Décision de la Commission 94/11/CE.

³⁶Décision de la Commission 94/12/CE.

³⁷Décision de la Commission 94/470/CE.

³⁸Décision de la Commission 94/471/CE.

³⁹Décision de la Commission 94/472/CE.

Les équipements⁴⁰ peuvent être évalués de plusieurs façons: examen de type suivant les normes communautaires (associé à une déclaration de conformité au type ou à une certification de qualité de la production), certification de qualité complète conforme à la norme EN 29001, ou autocertification. A l'heure actuelle, l'autocertification n'est possible que pour les équipements de station terrienne de communication par satellite fonctionnant en réception uniquement.

La Communauté européenne a été chargée par le Conseil de négocier des accords de reconnaissance mutuelle avec des pays tiers. Des négociations approfondies ont déjà eu lieu avec quatre grands partenaires commerciaux et les accords devraient être mis au point prochainement.

Les équipements produits à l'étranger ont déjà accès au marché européen s'ils répondent aux exigences techniques européennes et si leur conformité est évaluée conformément à la législation décrite dans les réponses précédentes.

11. Comment la capacité de raccorder les équipements terminaux au réseau est-elle réglementée? Quelles restrictions s'appliquent aux équipements terminaux qui peuvent être raccordés au réseau?

L'approche européenne repose sur le concept de mise sur le marché et de mise en service. Les équipements⁴¹ qui remplissent les critères juridiques énoncés dans une réglementation technique commune peuvent circuler librement sur le marché européen et être connectés au réseau public sans autre intervention de l'administration. Un "équipement terminal" est défini comme suit:

équipement destiné à être connecté au réseau public de télécommunication, c'est-à-dire:

- a) destiné à être connecté directement au point de terminaison d'un réseau public de télécommunication; ou
 - b) destiné à fonctionner avec un réseau public de télécommunication connecté directement ou indirectement au point de terminaison d'un autre réseau public de télécommunication,
- dans le but d'envoyer, de traiter ou de recevoir des informations.

12. Les fournisseurs de télécommunications de base raccordés au réseau public peuvent-ils utiliser leurs propres commutateurs?

Les règles applicables aux fournisseurs de services de télécommunication utilisant des ressources de réseau public sont fondées sur le concept de la fourniture d'un réseau ouvert (voir la réponse à la question 14).

Une évaluation de la conformité des équipements de réseau privé, y compris les équipements de commutation privés connectés au réseau public, à la législation mentionnée dans la réponse à la question 10 est imposée aux fournisseurs.

⁴⁰Équipements terminaux destinés à être connectés au réseau public, y compris les équipements de stations terriennes de communications par satellite, relevant des Directives 91/263/CEE et 93/97/CEE.

⁴¹Qui relèvent des Directives 91/263/CEE et 93/97/CEE.

13. Les autorités exigent-elles des fournisseurs utilisant le réseau qu'ils autorisent le raccordement d'équipements terminaux fournis par les abonnés?

Comme on l'a déjà vu, les Etats membres sont tenus⁴² d'assurer que les fournisseurs aient le droit d'importer, de commercialiser, de connecter, de mettre en service et d'entretenir des équipements terminaux.

Interconnexion

14. En règle générale, comment l'interconnexion est-elle réglementée dans votre régime? Quels sont les règlements appliqués?

Il n'existe pas encore dans la Communauté de cadre réglementaire général couvrant l'interconnexion.⁴³ Quelques aspects du cadre réglementaire pour l'interconnexion au niveau communautaire sont déjà définis dans des textes législatifs spécifiques en rapport avec la fourniture d'un réseau ouvert. Celle-ci concerne l'harmonisation des conditions destinées à garantir un accès et un recours ouverts et efficaces aux réseaux publics de télécommunication et, le cas échéant, aux services publics de télécommunication.⁴⁴

Cette législation énonce les principes fondamentaux de la fourniture d'un réseau ouvert, décrit les domaines dans lesquels celle-ci s'applique et identifie les réseaux/services pour lesquels des directives/recommandations spécifiques sur l'application de la fourniture d'un réseau ouvert doivent être adoptées.

Les conditions de fourniture du réseau ouvert doivent:

- être fondées sur des critères objectifs;
- être transparentes et publiées d'une manière appropriée;
- garantir l'égalité d'accès et être non discriminatoires conformément au droit communautaire.

Outre les principes généraux susmentionnés, les domaines pour lesquels l'application de la fourniture d'un réseau ouvert devrait être définie plus précisément ont été identifiés et des priorités, ainsi que le type de mesure réglementaire approprié pour chaque domaine, ont été arrêtés.⁴⁵ Ces mesures concernent l'application de la fourniture d'un réseau ouvert aux lignes louées, aux services de transmission de données par

⁴²Directive de la Commission 88/301/CEE.

⁴³Dans la législation danoise, le terme "interconnexion" désigne l'interconnexion de réseaux dans le domaine réservé, alors que l'accès des services libéralisés au réseau public est appelé "accès au réseau". En principe, l'"interconnexion" se fait par voie d'accords commerciaux (bien que les principes/conditions de l'interconnexion doivent être approuvés par les autorités réglementaires), alors que les conditions de l'"accès au réseau" sont énoncées dans les conditions normales d'abonnement.

⁴⁴Directive de la Commission 90/387/CEE du 28 juin 1990 et directives et recommandations ci-après.

⁴⁵Directive 90/387/CEE.

commutation de paquets (STDCP)⁴⁶ et au réseau numérique à intégration de services (RNIS).⁴⁷

La législation actuelle⁴⁸ dispose qu'aucune limitation technique ne sera introduite ou maintenue pour l'interconnexion de lignes louées entre elles ou pour l'interconnexion de lignes louées aux réseaux publics de télécommunication.

Les restrictions réglementaires concernant l'interconnexion de lignes louées aux réseaux publics de télécommunication ne peuvent être imposées qu'au motif que la fourniture du service de téléphonie vocale publique fait l'objet de droits spéciaux et exclusifs, ou pour des raisons liées aux exigences essentielles.

Certains Etats membres ont déjà défini des règles spécifiques pour l'interconnexion, mais les principes généraux au niveau de la Communauté et les règles spécifiques des autres Etats membres sont encore en cours d'élaboration.

D'une manière générale, les tendances communes qui se dégagent tant au niveau communautaire qu'à celui des Etats membres incluent les principes suivants:

- les arrangements techniques et commerciaux devraient être convenus par les parties impliquées, sous réserve de l'intervention des autorités réglementaires nationales;
- toutes les taxes d'accès ou dispositions en matière de compensation devraient respecter le principe de l'orientation en fonction des coûts énoncé dans la directive cadre sur la fourniture, d'un réseau ouvert, et être non discriminatoires et entièrement justifiées;
- les autorités réglementaires nationales peuvent intervenir de leur propre initiative ou à la demande de l'une ou l'autre partie afin de fixer des conditions qui soient non discriminatoires, équitables et raisonnables;
- les autorités réglementaires nationales doivent assurer que les exploitants de télécommunication respectent le principe de la non-discrimination quand ils utilisent leur réseau pour fournir des services qui sont également fournis par leurs concurrents.

Des précisions sont données pour certains Etats membres dans le tableau ci-après:

⁴⁶Recommandation du Conseil.

⁴⁷Recommandation du Conseil.

⁴⁸Directive du Conseil 92/44/CEE du 5 juin 1992.

Pays	
Belgique	Les principes généraux concernant les accords d'interconnexion pour le GSM sont décrits dans un cahier des charges.
Allemagne	Des réglementations spéciales en matière d'interconnexion s'appliquent aux réseaux de radiocommunication mobile sous licence conformément à chaque licence. La Deutsche Bundespost Telekom a entrepris dans cette perspective d'assurer l'interconnexion des réseaux de radiocommunication mobile au réseau téléphonique/RNIS et la retransmission du trafic dans le sens réseaux de radiocommunication mobile-réseau téléphonique/RNIS de la Deutsche Bundespost Telekom et inversement. Les détails concernant l'interconnexion et l'utilisation réciproque des réseaux et services doivent être convenus entre la Deutsche Bundespost Telekom et le détenteur de licence en question. A cet égard, la détermination des tarifs est soumise à l'approbation du Ministère fédéral des postes et télécommunications.
Danemark	Législation pertinente: article 6, paragraphe 2) du Décret-Loi n° 167 du 10 mars 1994 sur la concession octroyée à Tele Danmark A/S.
Espagne	Des dispositions en matière d'interconnexion existent pour des services spécifiques.
France	L'interconnexion entre les fournisseurs de services ou les exploitants de réseaux et France Telecom est garantie par le cahier des charges de France Telecom, qui est l'instrument juridique imposant des obligations à cette société.
Irlande	La question s'est posée pour l'instant uniquement dans le contexte de l'interconnexion entre le deuxième exploitant GSM, l'exploitant de services mobiles existant et le réseau fixe. Les arrangements intérimaires à appliquer dans ce cas seront annoncés en temps utile.
Italie	L'interconnexion au réseau public est autorisée pour la fourniture des services libéralisés et des services mobiles GSM. La définition de règles spécifiques pour la connexion au réseau GSM est prévue pour bientôt.
Pays-Bas	En ce qui concerne l'interconnexion d'infrastructures, on s'attend qu'à l'avenir tous les fournisseurs d'infrastructures publiques (fixes) auront à la fois le droit et l'obligation d'interconnecter - sur demande - leurs réseaux à d'autres réseaux.
Portugal	La loi portugaise contient des dispositions relatives à l'interconnexion entre les fournisseurs de services et/ou les exploitants de réseaux et impose des obligations correspondantes aux organismes de télécommunication.
Royaume-Uni	L'interconnexion est réglementée par l'octroi de licences aux fournisseurs de services de télécommunication, dont OFTEL assure le respect.

15. Votre réglementation exige-t-elle des fournisseurs utilisant le réseau qu'ils assurent l'interconnexion d'autres fournisseurs de réseaux ou services de télécommunications de base? Dans l'affirmative, veuillez donner une description.

Il est supposé que l'expression "fournisseurs utilisant le réseau" désigne les exploitants de réseaux fixes.

La législation actuelle de la Communauté sur la fourniture d'un réseau ouvert impose aux autorités réglementaires nationales des Etats membres de veiller à ce que les exploitants de réseaux publics de télécommunication jouissant de droits exclusifs ou spéciaux ne restreignent

pas l'accès au réseau, sauf pour des raisons tenant aux exigences essentielles, à savoir la sécurité du fonctionnement du réseau, le maintien de l'intégrité du réseau, l'interopérabilité des services si elle est justifiée et la protection des données. Elle exige l'élimination des restrictions techniques pour l'interconnexion entre les lignes louées et les réseaux publics de télécommunication.

Des précisions supplémentaires sont données pour certains Etats membres dans le tableau ci-après:

Pays	
Allemagne	La DBP a l'obligation d'assurer un accès non discriminatoire tant aux services monopolistiques qu'au réseau.
Danemark	De telles exigences n'existent que pour les exploitants de services réservés c'est-à-dire dans des domaines dans lesquels interviennent des droits spécifiques ou spéciaux. Pour le reste, se reporter à la réponse à la question 14.
Espagne	Suivant l'article 14 de la Loi sur les télécommunications, les fournisseurs de services supports sont tenus d'assurer l'interconnexion au réseau. Des dispositions en matière d'interconnexion existent pour les services relevant de réglementations spécifiques.
France	Seule France Telecom a des obligations (voir la réponse à la question 14).
Pays-Bas	Voir la réponse à la question 14.
Royaume-Uni	Dans le cas de tous les exploitants de services téléphoniques publics, la licence oblige l'exploitant à interconnecter le système à celui de tout autre fournisseur de services de télécommunication pour satisfaire toute demande raisonnable de transport de messages. Dans le cas d'un fournisseur dominant, la licence exige que cette interconnexion soit établie sans discrimination moyennant des taxes convenues. Lorsqu'il n'est pas possible d'arriver à un accord, le Directeur général détermine les taxes et les autres conditions.

16. L'interconnexion des circuits loués et des réseaux publics pour données est-elle autorisée?

Oui (voir la réponse à la question 15).

17. Quels sont les règles et règlements concernant la tarification des interconnexions? Les taxes d'interconnexion sont-elles fixées en fonction de principes donnés (par exemple en fonction des coûts)? Les taxes d'interconnexion doivent-elles être soumises à un organe réglementaire pour approbation? Ces taxes font-elles partie du domaine public? Les mêmes taxes d'interconnexion s'appliquent-elles à tous les fournisseurs qui demandent l'interconnexion ou sont-elles négociées cas par cas? Quelles prescriptions ou obligations s'appliquent en ce qui concerne la publication des accords d'interconnexion, leur communication au public ou la notification de renseignements détaillés à leur sujet aux autorités réglementaires?

Comme pour d'autres domaines de l'interconnexion, les principes généraux au niveau de la Communauté et les règles spécifiques de plusieurs Etats membres sont en cours d'élaboration. Selon la législation actuelle de la Communauté, les tarifs doivent généralement se fonder sur des critères objectifs et, notamment pour les services et domaines soumis à des droits exclusifs ou spéciaux, être en principe orientés vers les coûts. Ils doivent être transparents, adéquatement

publiés et non discriminatoires.⁴⁹ Une réglementation de la tarification pour l'interconnexion est en cours d'élaboration dans tous les Etats membres sur la base de ces principes.

En France, pour la plupart des services d'interconnexion, les taxes d'interconnexion sont fixées dans des accords commerciaux entre les fournisseurs de services de télécommunication et France Telecom.

Quand un accord ne peut pas être conclu, l'autorité réglementaire fixe les taxes. Les taxes ainsi arrêtées sont orientées vers les coûts. Tous les accords d'interconnexion doivent être communiqués à l'autorité réglementaire.

Au Royaume-Uni, pour la plupart des services d'interconnexion (en particulier la téléphonie vocale à commutation), les taxes d'interconnexion sont fixées par des contrats ("accords") entre les fournisseurs de services de télécommunication et, quand l'accord ne peut pas se faire, c'est le Directeur Général d'OFTEL qui les détermine. Les redevances ainsi déterminées font partie du domaine public. Pour le fournisseur dominant, toutes les taxes d'interconnexion (qu'elles soient déterminées ou négociées) doivent être appliquées sans discrimination injustifiée. Tous les accords d'interconnexion doivent être à la disposition des autorités réglementaires. Le public doit pouvoir consulter les accords du fournisseur dominant (cette obligation ne s'applique pas aux fournisseurs non dominants).

Mesures de sauvegarde contre les pratiques anticoncurrentielles

18. Quels types de sauvegardes votre régime prévoit-il contre les pratiques anticoncurrentielles des monopoles ou des fournisseurs ayant une position dominante dans les cas où ceux-ci peuvent être en concurrence avec d'autres entreprises pour fournir certains services de télécommunication de base sur le marché intérieur? Sur les marchés internationaux?

Tous les Etats membres ont des règles en matière de concurrence qui s'appliquent aux pratiques restrictives ayant une incidence sur leur territoire. Lorsque ces pratiques ont un effet appréciable sur le commerce entre les Etats membres, les règles de la Communauté en matière de concurrence s'appliquent également, pour interdire, entre autres, les abus de position dominante.

Par ailleurs, la législation sur la fourniture d'un réseau ouvert⁵⁰ établit les principes de l'égalité, de l'accès, de la transparence et de la non-discrimination pour les services fournis par les organismes de télécommunication. L'autorité réglementaire nationale veille à ce que les organismes de télécommunication respectent le principe de la non-discrimination lorsqu'ils utilisent le réseau public de télécommunication pour fournir des services qui sont fournis ou peuvent être fournis également par d'autres fournisseurs de services. Lorsque les organismes de télécommunication utilisent des lignes louées pour fournir des services non visés par des droits spéciaux et/ou exclusifs, le même type de lignes louées doit être fourni sur demande aux autres utilisateurs, dans des conditions identiques.

19. Votre réglementation établit-elle une distinction entre les fournisseurs ayant une position dominante et les fournisseurs n'ayant pas une position dominante? Dans l'affirmative, veuillez donner des détails et une définition des expressions "position dominante" et "position non dominante". Existe-t-il des sauvegardes en ce qui concerne les fournisseurs qui, par leur position

⁴⁹Conformément à l'annexe II de la Directive 90/387/CEE.

⁵⁰Voir la Directive cadre sur la fourniture d'un réseau ouvert et l'article 8.2 de la Directive sur l'application de la fourniture d'un réseau ouvert aux lignes louées (92/44/CEE du 5 juin 1992).

de monopole ou leur position dominante, contrôlent l'accès à certains segments du marché ou du réseau?

La législation ONP actuelle ne s'applique qu'aux exploitants qui ont des droits spéciaux ou exclusifs pour la fourniture d'un réseau public de télécommunication et/ou de services publics de télécommunication. La suppression des droits spéciaux ou exclusifs rendra nécessaire la modification de ce critère pour bien prendre en compte la position des protagonistes sur le marché.

En outre, il faudra tenir compte de certains facteurs: il faudra veiller à ce que les obligations soient sensiblement égales et qu'il y ait un partage raisonnable des responsabilités de service public. De plus, le principe de la proportionnalité devra être préservé de manière que la réglementation ne pèse pas de manière disproportionnée sur ceux qui accèdent au marché.

20. Y-a-t-il une politique antitrust pour l'ensemble du secteur et/ou une politique antitrust pour des activités spécifiques des télécommunications? Quels sont les règles et règlements qui s'appliquent aux fusions et aux acquisitions?

Voir la réponse à la question 18. L'application concrète de cette politique au secteur des télécommunications a été définie dans les divers cas examinés, mais également dans les lignes directrices concernant l'application de ces règles au secteur des télécommunications.⁵¹

21. Existe-t-il des sauvegardes en ce qui concerne les fournisseurs de télécommunications de base qui s'occupent également de fabriquer du matériel de télécommunication? Dans l'affirmative, décrire la teneur et le fonctionnement de ces sauvegardes.

Dans la plupart des Etats membres, les fournisseurs de télécommunications de base ne s'occupent généralement pas de fabrication de matériel. Dans quelques-uns, les licences accordées à certains fournisseurs ayant des intérêts dans la fabrication (y compris celle du fournisseur dominant) contiennent des clauses de sauvegarde contre un comportement anticoncurrentiel lors de l'acquisition d'équipement de télécommunication au sein du groupe du détenteur de la licence.

Mesures en rapport avec la tarification

22. Quel est le rôle du gouvernement ou de tout organe qui en relève dans la détermination des prix (tarifs, taxes d'accès, taxes de répartition) ou l'élaboration de la politique de tarification? Par exemple, le gouvernement fixe-t-il les prix ou les taxes de répartition, directement ou indirectement (par exemple prix plafonds ou contrôle des taux de rentabilité), ou les fournisseurs de télécommunications de base les déterminent-ils eux-mêmes? Quelles sont les prescriptions ou obligations fixées par le gouvernement en ce qui concerne les prix pratiqués par les fournisseurs ayant une position de monopole ou une position dominante? Ou par les autres fournisseurs?

Les principes de tarification pour les organismes de télécommunication ayant des droits spéciaux et exclusifs ont été établis au niveau européen dans le cadre général de la fourniture d'un réseau ouvert. Le principe fondamental est celui de l'orientation en fonction des coûts. En même temps il existe un principe de flexibilité des prix permettant de prendre en compte les exigences de groupes particuliers d'utilisateurs (tout en respectant le principe général de la non-discrimination) et la nécessité de pratiquer des prix conformes aux conditions du marché,

⁵¹Journal officiel C233/2 du 6 septembre 1991.

en particulier pour le décollage de nouveaux services. Dans la pratique, ce sont cependant les Etats membres qui doivent surveiller et approuver les prix.⁵²

De plus, des principes de comptabilisation des coûts ont été établis au niveau de la Communauté européenne pour les circuits loués.⁵³

23. Le gouvernement exige-t-il que les tarifs soient approuvés ou notifiés et, dans l'affirmative, quelle est la procédure? Quelles prescriptions sont appliquées en matière de comptabilité des prix de revient pour assurer la transparence?

Les autorités réglementaires nationales s'occupent de l'approbation et de la notification des tarifs et, dans la plupart des Etats membres, les fournisseurs de services fixent eux-mêmes les tarifs, mais le fournisseur de "services réservés" est tenu d'informer l'autorité réglementaire des modifications de tarif et d'obtenir son accord. Dans certains cas, l'autorité réglementaire peut demander que des tarifs soient modifiés.

En ce qui concerne la comptabilité des coûts, des arrangements doivent être mis en place conformément à la législation communautaire pour les lignes louées (voir la réponse à la question 22).

24. Dans quelle mesure le principe de la non-discrimination s'applique-t-il dans le cadre de la politique de détermination des prix? Par exemple, est-il possible d'appliquer des tarifs spéciaux, comme un rabais en fonction du volume, à un groupe spécifique et, dans l'affirmative, suivant quelles modalités et à quelles conditions? Les taxes de répartition sont-elles appliquées sur une base non discriminatoire entre les pays? Si les taxes de répartition appliquées au titre de différents accords ne sont pas les mêmes, quels critères a-t-on appliqués pour arriver à ces niveaux différents? Certains de ces critères sont-ils prescrits ou définis par le gouvernement?

Le principe de la non-discrimination est établi dans la législation relative à la fourniture d'un réseau ouvert. Il autorise, par exemple, les rabais en fonction du volume. Le principe fondamental connexe est la transparence du système d'établissement des prix. Pour les taxes de répartition, le principe de base est celui de l'orientation en fonction des coûts.

25. Des fournisseurs de télécommunications de base participent-ils à la fixation des tarifs pour l'ensemble du secteur?

Non.

26. Sur quelle base les prix (tarifs, taxes d'accès, taxes de répartition) sont-ils déterminés? Quels concepts sont appliqués en ce qui concerne les prix de revient? Y a-t-il un principe général concernant la répartition des coûts? Le gouvernement utilise-t-il la méthode fondée sur les coûts pour déterminer les prix des télécommunications de base, ou exige-t-il que cette méthode soit appliquée? Sinon, les fournisseurs de télécommunications de base utilisent-ils la méthode fondée sur les coûts pour déterminer les prix.

⁵²La Commission a défini des principes généraux de tarification dans le secteur des télécommunications dans les documents SEC(92)1050 du 15 juillet 1992, "Vers l'orientation des tarifs sur les coûts et l'ajustement des structures de prix" et 91/C233/02 du 6 septembre 1991, "Lignes directrices concernant l'application des règles de concurrence de la Communauté au secteur des télécommunications".

⁵³Directive du Conseil 92/44/CEE du 5 juin 1992 relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert aux lignes louées.

Voir la réponse à la question 22.

27. Y a-t-il des règles spécifiques pour la détermination du prix d'un nouveau service?

Voir la réponse à la question 22.

Servitudes pour la construction d'infrastructures

28. Les fournisseurs des services de télécommunications de base sont-ils autorisés à construire leurs propres infrastructures ou installations? Dans l'affirmative, quels sont les procédures et critères appliqués pour autoriser la construction d'infrastructures ou d'installations? Quels sont les procédures, critères, limitations ou restrictions en ce qui concerne les servitudes pour la construction d'infrastructures ou d'installations?

et

29. Les fournisseurs étrangers de télécommunications de base bénéficient-il du traitement national en vertu de ces procédures et critères?

La question de la concurrence en matière d'infrastructure sera traitée prochainement au niveau communautaire dans le Livre vert sur l'infrastructure (à paraître sous peu). Actuellement, les organismes de télécommunication sont responsables de la construction de l'infrastructure dans la plupart des Etats membres.

Des précisions sont données pour certains Etats membres dans le tableau ci-après:

Pays	
Pays-Bas	<p>En vertu de la réglementation en vigueur, KPN bénéficie d'une servitude uniquement pour ses lignes (réseau public) aux Pays-Bas. En plus de celle de l'exploitant de services téléphoniques publics, il existe de nombreuses servitudes pour les détenteurs de licences de télédistribution locale par câble (environ 1 000), dont le territoire se limite à celui de la municipalité. Chaque municipalité peut réglementer les servitudes sur son propre territoire "public" conformément à ses propres règlements. Les détenteurs d'une licence GSM (KPN et un second opérateur à déterminer) et ceux qui ont un permis contractuel pour l'installation de leur infrastructure ou une autorisation de la municipalité jouissent eux aussi d'une servitude. En vertu de la future réglementation, tous les fournisseurs d'"autres" infrastructures qui ont l'obligation de fournir des lignes louées bénéficieront également d'une servitude.</p> <p>Les Pays-Bas accordent le traitement national, à condition qu'une licence ait été octroyée, comme il est décrit ci-dessus.</p>
Portugal	<p>Les exploitants de services téléphoniques publics peuvent réaliser les travaux nécessaires à l'installation et à l'entretien des infrastructures de télécommunication sans avoir à demander de licence municipale. En outre, ils peuvent demander des expropriations, constituer des servitudes administratives, établir des zones de protection et demander l'accès aux terres et bâtiments privés et publics chaque fois qu'ils le jugent nécessaire.</p> <p>En outre, les exploitants peuvent occuper et utiliser les rues, jardins publics, routes, sentiers et voies d'eau, ainsi que les terrains situés le long des voies ferrées et autres voies de communication chaque fois qu'ils le jugent nécessaire.</p>

Pays	
Espagne	<p>En vertu de la loi générale, les fournisseurs de télécommunications complémentaires, fixes ou mobiles, ont le droit de réaliser les travaux nécessaires pour l'installation et l'entretien de leurs infrastructures de télécommunication. Ils peuvent eux aussi demander des expropriations et constituer des servitudes administratives.</p> <p>Les organismes de télécommunication titulaires d'une licence d'exploitation de services de téléphonie publique, de télex, de télégraphe et de services supports ont le droit de construire leur propre infrastructure. Pour les travaux sur la voie publique, ils ont besoin de l'autorisation du Ministère des travaux publics, qui est accordée après approbation du projet technique et rapport favorable de l'organisme administratif responsable du domaine concerné.</p> <p>Le déploiement de réseaux publics doit suivre les principes directeurs du Plan national de télécommunications qui a pour objectif la croissance harmonisée des réseaux et des services.</p>
Royaume-Uni	<p>Tous les exploitants de services téléphoniques publics prévoyant d'installer des infrastructures importantes (145 à l'heure actuelle) se sont vu accorder des droits spéciaux au titre du Code des télécommunications. Ces droits leur permettent de creuser la voie publique, sans avoir à obtenir une licence distincte des autorités locales dans chaque cas, ni à demander à un tribunal de leur accorder l'accès à des conditions raisonnables, à une propriété privée lorsque le propriétaire ou l'occupant refuse d'octroyer un tel droit.</p> <p>Procédures: Les demandes de droits au titre du Code des télécommunications sont examinées par le Secrétaire d'Etat sur la base des critères définis dans l'article 10 de la loi. La concession de droits fait l'objet dans chaque cas d'une procédure de consultation publique. Les exploitants de services téléphoniques publics ont aussi le droit d'acquérir d'office des terres et des droits sur les terres. Aucun n'a en réalité fait usage de ce droit.</p> <p>Le Royaume-Uni accorde le traitement national, à condition qu'une licence ait été octroyée, comme il est décrit ci-dessus.</p>

Nouveaux services de télécommunication

30. Décrivez les processus ou procédures réglementaires généraux applicables en cas d'introduction de "nouveaux" services de télécommunication. N'est-il pas possible de fournir ces nouveaux services tant que la procédure réglementaire pertinente n'est pas achevée?

et

31. Lorsqu'un nouveau service devient possible ou disponible, qui en détermine le statut (service de base ou à valeur ajoutée), en vertu de quelle procédure et dans quel délai?

Le statut d'un nouveau service est déterminé sur la base des définitions données par la législation pertinente. En principe, dans le cadre réglementaire actuel, s'il ne s'agit pas de téléphonie vocale publique, le nouveau service ne fera vraisemblablement pas l'objet de restrictions.